

# Parce que vous l'avalez bien...

Tribune – Edito – Ndimby A. – 17/03/11

Il y a deux semaines, je donnais ainsi mon point de vue sur le soi-disant attentat du Marais Masay, qui a apparemment fait plus de bruit que de dégâts, mais suffisamment pour entraîner la mise en garde à vue de Mamy Rakotoarivelo, sur la foi d'aveux tombés fort à propos : « (...) à chaque fois qu'il y a des tentatives sérieuses de rapprocher les deux principaux camps protagonistes, quelque chose de bizarre se passe toujours, certes pas suffisant pour être excessivement grave, mais assez pour justifier une extrémisation du comportement du régime de transition vers une rupture des discussions, avec à la clé quelques arrestations au hasard du feeling des super-enquêteurs » (4 mars 2011, [Derrière l'amour](#)).

Cela est-il étonnant ? Hélas, non. L'expérience vaut science. L'affaire des bombinettes artisanales, qui elle aussi, avaient fait plus de bruit que de réels dégâts, avait entraîné en juillet 2009 l'arrestation de plusieurs technocrates du régime Ravalomanana (MM. Raharinaivo, Ralijaona, Rabesahala, Razakariasa et Razafimihary). Et ce, après une enquête se basant aussi sur des aveux de poseurs en train d'agoniser, et qui les auraient désignés comme commanditaires. Personnellement, je me refuse à croire qu'un seul de ces honorables messieurs puisse avoir de telles idées saugrenues dignes de la série télévisée *Welcome to Fozaland*. Idem pour M. Rakotoarivelo, pointé du doigt par des complices envers lesquels les enquêteurs à la solde de la Haute Autorité du Tondro-molotra ont prêté une oreille fort attentive. Et sur ce point, je m'aligne sur mon compère Patrick qui a [eu hier cette formule à la précision chirurgicale](#) : « Car qui connaît un peu le personnage doute rapidement qu'il ait le courage ou l'inconscience (choisissez l'expression qui vous convient) pour ce faire ».

Il faut, entend-on, faire confiance dans l'indépendance de la Justice et la compétence des enquêteurs. À l'attention de ceux qui auraient tendance à dégainer que le Droit a toujours raison, rappelons que c'est sous couvert du Droit et des lois en vigueur que les déportations de Juifs ; les arrestations et exécutions sous Pinochet, Franco, Saddam Hussein etc. ; la colonisation de Madagascar ; l'esclavage et tant d'autres péripéties de l'Histoire ont eu lieu. Qu'on ne vienne donc pas nous *perroquiner* que la Justice à Madagascar est pure et sans tâche, alors que les hommes et femmes qui en conçoivent les textes et l'appliquent sont si imparfaits.

Nous ne reviendrons pas sur le limogeage de Noro Robinson de la tête du Conseil d'État parce que cette institution commençait à prendre trop d'indépendance vis-à-vis du pouvoir hâtif ; sur les conditions d'arrestation et de procès de personnes telles que l'ingénieur Vonjy ou le Dr Rabemananjara ; sur les accusations contre Riana Ranjeva pour « inviter » son père, le Professeur Raymond Ranjeva, à calmer ses ardeurs d'opposant ; sur le rejet hier par le Conseil d'État de la requête du Groupement des pétroliers de Madagascar demandant l'annulation de l'arrêté ministériel inique qui impose le prix maximum des produits pétroliers. Sur ces sujets, chacun pensera ce qu'il voudra, car la prudence du vieux journaliste que je suis invite à ne jamais commenter par écrit une décision de justice, surtout dans une République en voie de bananiérisation. Une accusation d'acte terroriste est si vite arrivée, avec ou sans preuves, mais avec toujours un témoin qui va dire ce que les enquêteurs ont besoin d'entendre...

Pour juger de l'indépendance de la justice et de sa dépolitisation à Madagascar, rappelons juste le communiqué du [Syndicat des magistrats](#) de novembre 2009. Ou peut-être également le rapport du cabinet Casals et de l'université Vanderbilt sur l'[Évaluation de la lutte contre la corruption à Madagascar](#) (2006), qui n'est pas très tendre avec la magistrature. De quoi se demander pourquoi les deniers du contribuable servent à payer un Ministre de l'injustice, surtout depuis le 17 mars 2009.

Et pour l'affaire des bombinettes ou celle du marais Masay, ce qui avait été écrit en [juillet 2009](#) reste toujours valable, sauf au sujet des boutons du bidasse : « On laissera l'enquête démontrer le bien-fondé (ou non) de ces accusations, mais en attendant une bonne partie de l'opinion publique nationale et internationale se gausse de cette enquête à résultats (miraculeusement) rapides. Alors que jusqu'à présent ils n'ont toujours pas découvert quels sont les sauvages qui ont commandité les pillages de Janvier 2009, nos fins limiers ont réussi à dénouer en quelques heures un sujet aussi épineux que les bombes artisanales. Notre bidasse à boutons avait bien raison, et je dirai même plus : non seulement Madagascar peut donner des leçons à Amnesty international, mais en plus il peut le faire pour Interpol. Il est donc fortement suggéré que ces ignares de la CIA et du FBI viennent prendre des leçons chez notre flicaille pour apprendre comment trouver rapidement Ben Laden ». Mais bon, on admettra qu'il est plus facile de convoquer un

opposant que de courir pour attraper les *dahalo* des champs et les bandits des villes. Surtout quand je regarde les photos de certains gendarmes ventripotents. De quoi se demander pourquoi les deniers du contribuable servent à payer un Ministre de l'insécurité publique.

On apprend maintenant par voie de presse que l'arsenal répressif hâtif vient de se doter d'un nouvel organe, la DST. En début de semaine, nos confrères de la Gazette de la Grande Ile ont posé la question de savoir si cette entité ne serait pas la police politique de Haja Resampa, le Secrétaire général de la Présidence (SGP). Si tel était le cas, le monsieur aura alors été à bonne école : il est le fils d'André Resampa, créateur des sinistres Forces Républicaines de Sécurité (FRS) sous la Première République, et dont la mauvaise réputation n'a pas attendu le 13 mai 1972. Au fait, question pour un lecteur : comment s'appelait le FRS tireur d'élite qui canardait les manifestants de mai 1972 du haut du toit de la Cathédrale à Mahajanga, et qui est actuellement un *apparatchik* du pouvoir hâtif [1] ?

Madagascar s'achemine donc de plus en plus vers ce que nous annonçons en octobre 2009 comme le risque d'une situation de [failed state](#) : l'État de droit va de plus en plus être sous la coupe de plusieurs clans d'intérêts politiques, économiques ou tribaux. Et chaque chef de clan va créer sa milice et élever sa meute de gros bras pour occuper sa part de territoire géographique ou économique, un peu comme en Afghanistan, en RDC ou en Côte d'Ivoire. Qui va être le Charles Blégoudé malgache ? En attendant, la rédaction de Madagascar-Tribune.com se demande avec amusement s'il ne faudrait pas commencer à ménager un peu ces démocrates staliniens qui nous gouvernent et cirer quelques pompes, pour éviter un retour de manivelle sous forme d'accusation tordue. Mais bon, dans l'équipe des éditorialistes, on a tous cette inconscience ou ce courage (rayer la mention inutile) de refuser d'être le domestique d'un politicien quelconque, même sous le costume-cravate de ministre ou de conseiller spécial.

### Avis aux amateurs ?

Nous avons interrogé hier quelques diplomates sur leur point de vue concernant la mise en garde à vue de Mamy Rakotoarivelo sur la base de ces aveux de soi-disant complices. Sous couvert d'anonymat, leur lecture de cet événement est identique : c'est une vengeance du pouvoir hâtif contre ce leader pro-Ravalomanana, parce qu'il n'avait pas signé la feuille de route, alors qu'il s'y serait engagé. Voilà donc une illustration de ce changement apporté par les putschistes [au nom de l'amour](#) : dès que l'on déplaît au pouvoir, n'importe qui peut se faire arrêter sous prétexte de n'importe quoi. M. Rakotoarivelo ferait bien de se méfier, car les super-enquêteurs risquent de lui coller l'assassinat de Ratsimandrava ou le cyclone Bingiza sur le dos. Et là également, que ceux qui s'apprêtent à dégainer de façon idiote le récit des mêmes dérapages de la part des Présidents Ravalomanana ou Ratsiraka se taisent : ce coup d'État n'a-t-il pas été perpétré au nom d'une volonté de changer les choses ?

Camille a sur se rendre vital pour Andry Rajoelina. Ici sur les lieux de l'attentat du Marais Masay. Il faut que je change de lunettes : je ne vois pas les cratères géants ou les effroyables dégâts que l'on voit dans ce genre d'événement en Irak ou autrefois au Liban.



Avec la même méthode de régime totalitaire qu'est le montage de dossier sur des prétextes vaguement juridiques, le régime de transition a réussi à tempérer les ardeurs de Raharinaivo Andrianatoandro, Fetison Rakoto-Andrianirina ou Raymond Ranjeva. Mamy Rakotoarivelo restait avec Guy Rivo Randrianarisoa un des derniers irréductibles de la Mouvance Ravalomanana.

Quoiqu'il en soit, la manipulation de prétextes fallacieux pour arrêter Mamy Rakotoarivelo est une nouvelle grossière erreur de ce régime hâtif, et d'autant plus dans le contexte actuel où l'apaisement est requis pour faire gober la [potion-feuille de route du Dr Simao](#). Afficher de nouveau au grand jour les failles de ce régime de Transition dans sa pratique de l'État de droit, ne va pas arranger l'image internationale de ce pouvoir de Transition. Et ce d'autant plus que contrairement à ce qu'a prétendu Andry Rajoelina en annonçant sa décision, la communauté internationale s'attendait à la nomination d'un véritable Premier ministre de consensus, et non à [ce recyclage du Camille](#) qui a su se rendre si vital pour le Grand Hâtif.

On peut s'attendre à lire dans le forum les habituelles critiques, qui vont dire (citations d'anciens édito à l'appui) que les critiques de tracasseries judiciaires contre les opposants du régime de transition sont du déjà vu. Sans doute. Mais les mêmes causes produisent les mêmes effets, et les mêmes âneries génèrent les mêmes thématiques éditoriales. Car chaque jour depuis deux ans, on attend, avec curiosité mais en vain, la démonstration par les actes des promesses foireuses au nom desquelles ce coup d'État, aura été perpétré, il y aura deux ans ce jour.

Et pourtant, c'est ce même régime qui veut nous faire croire qu'il a la volonté et la capacité d'organiser des élections libres, fiables et transparentes. Pour gober cette couleuvre, il faudrait adopter la succulente adaptation du slogan de l'Oréal proposée par le forumiste Alidera : *parce que vous l'avalez bien...*

## **Notes**

[1] Réponse dans le livre de Rémi Rahajarizafy, « Mey 1972 », page 98.

Source : <http://www.madagascar-tribune.com/Parce-que-vous-l-avalez-bien,15635.html>